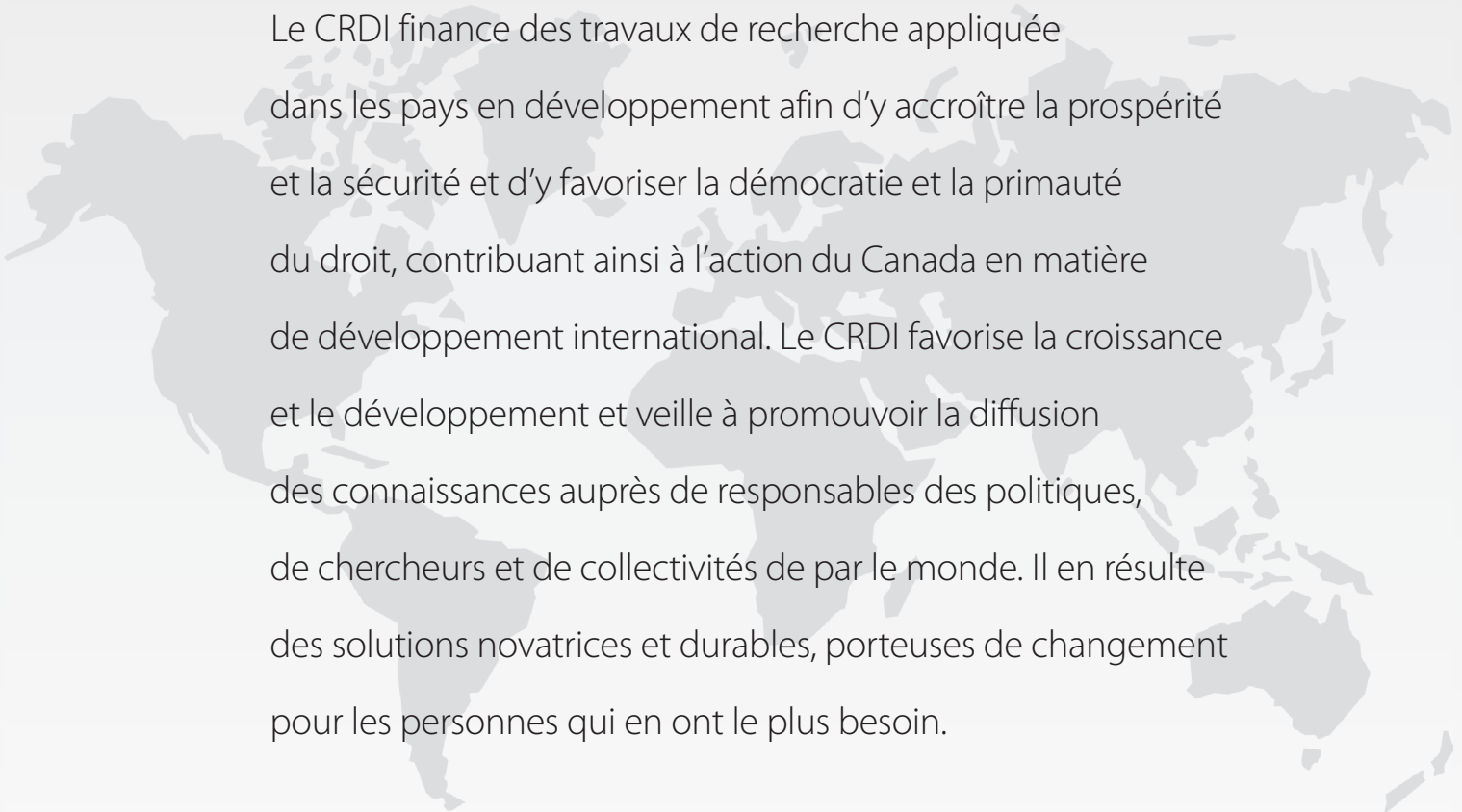


Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 30 septembre 2016

CRDI

De la recherche à l'action



Le CRDI finance des travaux de recherche appliquée dans les pays en développement afin d'y accroître la prospérité et la sécurité et d'y favoriser la démocratie et la primauté du droit, contribuant ainsi à l'action du Canada en matière de développement international. Le CRDI favorise la croissance et le développement et veille à promouvoir la diffusion des connaissances auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

Tables des matières

ANALYSE DE LA DIRECTION

- 3 Introduction
- 3 Résultats
- 4 Vue d'ensemble consolidée
- 9 Évolution de la situation du Centre
- 9 Gestion du risque
- 9 Perspectives

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS, NON AUDITÉS

- 11 Déclaration de responsabilité de la direction
- 12 État intermédiaire résumé de la situation financière
- 13 État intermédiaire résumé du résultat global
- 14 État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
- 15 État intermédiaire résumé des flux de trésorerie
- 16 Notes afférents aux états financiers intermédiaires résumés

Analyse de la direction

Introduction

Cette analyse de la direction présente les résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (le Centre) et l'évolution de la situation de l'organisme au cours du trimestre qui a pris fin le 30 septembre 2016. Le Centre a préparé le présent rapport conformément au paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

L'information financière présentée dans le présent document, de même que les états financiers intermédiaires résumés, non audités, ont été préparés conformément aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes internationales d'information financière (normes IFRS). Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le Centre recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés, non audités (qui débutent à la page 11). L'information et les divulgations contenues dans le *Rapport annuel 2015-2016* s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel, à moins d'indication contraire.

Résultats

Figure 1. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre)

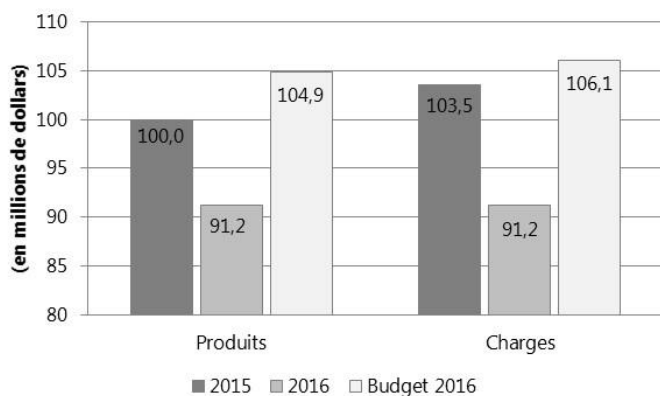


TABLEAU 1. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre		Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2016-2017
	Réalisations 2015	Réalisations 2016		
Produits	31 492	32 672	3,7 %	81 824
Charges	103 524	91 203	(11,9 %)	231 693
Coûts d'exploitation	(72 032)	(58 531)	18,7 %	(149 869)
Crédit parlementaire*	68 500	58 500	(14,6 %)	149 206
Résultats d'exploitation nets	(3 532)	(31)	99,1 %	(663)

* Cette présentation reflète celle qui est dans les états financiers, tandis que le crédit parlementaire est considéré comme un revenu dans l'analyse de la direction.

Vue d'ensemble consolidée

Produits

TABLEAU 2. PRODUITS

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 Septembre				Période de six mois qui a pris fin le 30 Septembre				Budget 2016-2017
	2015		2016		2015		2016		
	Réalisations	Budget	Réalisations	Écart en % d'un exercice à l'autre	Réalisations	Budget	Réalisations	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Crédit parlementaire	30 000	47 499	34 500	15,0 %	68 500	67 499	58 500	(14,6 %)	149 206
Contributions de bailleurs de fonds	8 051	12 111	15 947	98,1 %	30 337	37 148	32 242	6,3 %	81 353
Produits financiers	37	38	38	2,7 %	89	76	82	(7,9 %)	152
Autres produits	1 033	53	619	(40,1 %)	1 066	134	348	(67,4 %)	319
Total des produits	39 121	59 701	51 104	30,6 %	99 992	104 857	91 172	(8,8 %)	231 030

Les produits du Centre proviennent d'un crédit parlementaire, de contributions de bailleurs de fonds et d'autres sources.

Au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2016, le **crédit parlementaire** total reçu a décliné de 14,6 % pour atteindre 58,5 millions de dollars, comparativement à 68,5 millions de dollars à la même période en 2015-2016 (se reporter au tableau 2). La partie **récurrente** du crédit parlementaire du Centre pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre est demeurée stable avec seulement une légère baisse de 0,2 million de dollars (0,4 %) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent (se reporter au tableau 3). La baisse de 9,8 millions de dollars (soit 76,5 %) du montant réel du cumul à ce jour de la partie **non récurrente** du crédit parlementaire est attribuable au Fonds d'innovation pour le développement axé sur la santé (FID-santé).

TABLEAU 3. CRÉDIT PARLEMENTAIRE

(en milliers de dollars)	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			Budget 2016-2017
	Réalisations 2015	Réalisations 2016	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Partie récurrente	55 716	55 500	(0,4 %)	136 006
Partie non récurrente	12 784	3 000	(76,5 %)	13 200
Portion du crédit reçue et comptabilisée	68 500	58 500	(14,6 %)	149 206
Portion du crédit à prélever	114 978	90 706	(21,1 %)	-

Le tableau 4 rend compte de l'utilisation du crédit parlementaire en 2016-2017, au cours de la période qui a pris fin le 30 septembre 2016.

TABLEAU 4. UTILISATION DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

(en milliers de dollars)	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre		Budget 2016-2017
	Réalisations 2015	Réalisations 2016	
Total des charges	103 524	91 203	231 693
Moins les charges financées par des bailleurs de fonds	30 337	32 242	81 353
Renflouement (diminution) de la réserve financière	73 187	58 961	150 340
Somme ayant servi à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(368)	(694)	(700)
Somme totale nécessaire	71 794	57 676	151 540
Crédit parlementaire	68 500	58 500	149 206
Crédit parlementaire non utilisé (manque à gagner)	(3 294)	824	(2 334)

Pour la période qui a pris fin le 30 septembre 2016, le crédit parlementaire a été supérieur de 0,8 million de dollars (soit de 1,4 %) à la somme totale nécessaire. Cette différence n'est pas importante et est prise en compte dans les demandes de prélèvement futures. Le manque à gagner prévu de 2,3 millions de dollars pour l'exercice 2016-2017 au tableau 4 sera couvert par les capitaux propres non affectés du 31 mars 2016 (se reporter au tableau 8) ainsi que par des sources de revenus autres que le crédit parlementaire.

Au deuxième trimestre, les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** ont augmenté de 98,1 % d'un exercice à l'autre (se reporter au tableau 2). Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2016, les contributions de bailleurs de fonds ont augmenté de 1,9 million de dollars, passant de 30,3 millions de dollars à 32,2 millions de dollars pour la même période en 2015-2016. Les contributions de bailleurs de fonds, toujours reçues à l'avance, sont comptabilisées comme produits quand les charges connexes sont engagées. L'écart entre le budget à ce jour et les réalisations est, à bien des égards, inhérent au processus budgétaire et aux décaissements aux fins des projets de recherche, particulièrement en ce qui concerne les programmes pluriannuels complexes, qui n'ont pas lieu au moment qui avait été prévu lors de la préparation du budget, plusieurs mois auparavant. Même s'il est difficile de prévoir le moment des décaissements durant l'exercice, le modèle financier du Centre prévoit les décaissements annuels totaux de manière assez précise.

Charges

La direction répartit ses charges en deux grandes rubriques : la programmation en recherche pour le développement et les services généraux et administratifs.

TABLEAU 5. CHARGES

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 Septembre				Période de six mois qui a pris fin le 30 Septembre				Budget 2016-2017
	2015		2016		2015		2016		
	Réalisations	Budget	Réalisations	Écart en % d'un exercice à l'autre	Réalisations	Budget	Réalisations	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Programmation en recherche pour le développement									
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	16 734	33 931	19 363	15,7 %	47 366	42 072	33 662	(28,9 %)	97 514
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	6 251	9 295	13 206	111,3 %	25 449	30 789	26 724	5,0 %	67 827
Renforcement des capacités de recherche et éléments complémentaires de la recherche	10 247	11 974	11 132	8,6 %	20 574	23 991	21 645	5,2 %	47 876
	33 232	55 200	43 701	31,5 %	93 389	96 852	82 031	(12,2 %)	213 217
Services généraux et administratifs	5 081	4 602	4 708	(7,3 %)	10 135	9 214	9 172	(9,5 %)	18 476
Total des charges	38 313	59 802	48 409	26,4 %	103 524	106 066	91 203	(11,9 %)	231 693

Les **charges au titre des projets de recherche financés par le crédit parlementaire** sont inférieures aux prévisions budgétaires pour la période de six mois et inférieures aux réalisations de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse d'un exercice à l'autre est attribuable aux charges afférentes au Fonds d'innovation pour le développement – Santé (FID-S) (se reporter au tableau 6) et aux différences dans l'échelonnement des charges de projet d'un exercice à l'autre.

TABLEAU 6. PROJETS DE RECHERCHE FINANCÉS PAR LE CRÉDIT PARLEMENTAIRE

	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2016-2017
	2015		2016		
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Projets de recherche	36 018	37 022	31 662	(12,1 %)	87 012
Fonds d'innovation pour le développement – Santé	11 348	5 050	2 000	(82,4 %)	10 502
Total financé par le crédit parlementaire	47 366	42 072	33 662	(28,9 %)	97 514

Le tableau 6 fournit plus de précisions sur les charges relatives aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire mentionnées au tableau 5. L'écart relatif aux projets de recherche au 30 septembre s'explique largement par le fait que les versements à l'endroit des projets de recherche ont eu lieu plus tard que prévu. Pour l'instant, on s'attend à ce que l'écart budgétaire observé dans les charges au titre des projets de recherche diminue au cours du prochain trimestre, pour ensuite se stabiliser durant le reste de l'exercice. Il convient de noter que le Fonds d'innovation pour le développement en est à sa dernière année et que les activités appuyées par le Centre se terminent, d'où la réduction des charges.

Pour le trimestre qui a pris fin le 30 septembre 2016, **les charges réelles au titre des projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds** sont plus importantes que prévu, mais demeurent inférieures aux prévisions budgétaires à ce jour en raison d'un rythme de paiements plus lent que prévu en ce qui concerne quelques programmes pluriannuels d'envergure. Le budget des produits et des charges afférents aux contributions

de bailleurs de fonds est en cours de révision afin de tenir compte des données les plus à jour. La hausse d'un exercice à l'autre était attendue, donc les prévisions budgétaires pour l'exercice financier sont supérieures aux réalisations de l'exercice financier 2015-2016.

Les **charges au titre du renforcement des capacités de recherche et des éléments complémentaires de la recherche** pour la période de six mois par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent sont supérieures de 1,1 million de dollars en raison des charges plus élevées au titre des projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds. L'écart entre les charges et les prévisions budgétaires est principalement attribuable aux postes vacants et à la réduction des dépenses liées aux voyages (compte tenu des nombreux postes vacants au titre des programmes).

En ce qui a trait aux **services généraux et administratifs**, les charges réelles du deuxième trimestre et de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2016 ont diminué comparativement à 2015-2016. Il s'agit de la conséquence directe de la mise en oeuvre en 2015-2016 d'un modèle interne de services partagées de gestion des ressources entre plusieurs bureaux dans les domaines de la gestion financière, du soutien en matière de technologie de l'information, de la gestion des ressources humaines et de la gestion de l'administration des subventions. L'écart cumulé par rapport aux prévisions budgétaires est minime (0,5 %, se reporter au tableau 5).

Situation financière

TABLEAU 7. SOMMAIRE DES ACTIFS ET DES PASSIFS

(en millier de dollars)	Septembre 2016	Mars 2016	Écart en %
Actifs courants	72 070	79 481	(9,3 %)
Actifs non courants	9 708	9 810	(1,0 %)
Total des actifs	81 778	89 291	(8,4 %)
Passifs courants	53 248	62 977	(15,4 %)
Passifs non courants	10 722	8 475	26,5 %
Total des passifs	63 970	71 452	(10,5 %)

Au 30 septembre 2016, les **actifs** totaux avaient diminué de 8,4 % (passant de 89,3 millions de dollars à 81,8 millions) par rapport à ce qu'ils étaient au 31 mars 2016. La diminution des actifs courants découle surtout des placements moins élevés (voir le tableau 9, Sommaire des flux de trésorerie), en partie réduite par une augmentation des flux de trésorerie liés aux contributions de bailleurs de fonds. La baisse des actifs courants du Centre est directement liée à la réduction des passifs courants. Cette situation est normale étant donné qu'elle démontre que l'utilisation des actifs courants a contribué au règlement des passifs courants.

Les **passifs** totaux ont diminué de 10,5 % (passant de 71,5 millions de dollars à 64 millions) par rapport à ce qu'ils étaient au 31 mars 2016. Même si le passif au titre des produits reportés pour les projets et les programmes financés par des contributions de bailleurs de fonds a augmenté (c.-à-d. les avances reçues ou à recevoir, se reporter à la note 5 afférente aux états financiers), moins de créiteurs et de charges à payer ont contribué à une diminution globale des passifs courants.

TABLEAU 8. CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Période de six mois qui a pris fin de 30 septembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2016-2017
	2015	2016			
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Non affectés	888	(939)	2 602	193,0 %	554
Affectés à l'interne	1 125	1 123	1 135	0,9 %	1 123
Nets investis en immobilisations	9 578	9 720	9 708	1,4 %	9 470
Réservés	5 402	4 780	4 363	(19,2 %)	4 080
Total des capitaux propres	16 993	14 684	17 808	4,8 %	15 227

Les **capitaux propres affectés à l'interne** qui sont destinés à des activités de programmation et d'exploitation spéciales s'élevaient pratiquement au même montant qu'au début de l'exercice. Les capitaux propres affectés à l'interne sont entièrement destinés à la bourse John G. Bene en foresterie communautaire, à perpétuité.

C'est dans les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 9,7 millions de dollars, qu'est isolée la partie des capitaux propres qui représente les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Cette partie des surplus accumulés correspond à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état de la situation financière.

Au 30 septembre 2016, les **capitaux propres réservés** étaient inférieurs de 19,2 % à ce qu'ils étaient à la fin de la même période en 2015-2016. Les capitaux propres réservés mettent de côté 3 % de la partie récurrente du crédit parlementaire annuel (de 136,0 millions de dollars) pour amortir les fluctuations des charges afférentes aux programmes qui surpassent les niveaux prévus au budget. Pour l'instant, la réserve comprend aussi 0,3 million de dollars pour la modification des systèmes auxiliaires qui étaient reliés au système de planification des ressources de l'entreprise qui a été récemment remplacé. Cette partie de la réserve est utilisée au fur et à mesure que les systèmes auxiliaires sont modifiés ou remplacés.

Les **capitaux propres non affectés** correspondent au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés à l'interne et aux capitaux propres réservés. Ce solde témoigne de tous les écarts décrits dans les sections précédentes sur les produits et les charges. L'accumulation prévue de capitaux propres non affectés à la fin de l'exercice est normalement de moins de 1 million de dollars.

Flux de trésorerie

TABLEAU 9. SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Pour le trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Écart d'un exercice à l'autre	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre		Écart d'un exercice à l'autre
	Réalisations 2015	Réalisations 2016		Réalisations 2015	Réalisations 2016	
Résultats d'exploitation nets	808	2 695	1 887	(3 532)	(31)	3 501
Variation des autres éléments que la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10 591	16 266	5 675	(5 294)	(5 820)	(526)
Rentrées (Sorties) de fonds liés aux activités d'exploitation	11 399	18 961	7 562	(8 826)	(5 851)	2 975
Achat de placements	(5 082)	(4 010)	1 072	(15 041)	(4 010)	11 031
Placements arrivés à échéance	-	8 932	8 932	9 958	14 936	4 978
Autres	(621)	(337)	284	(1 025)	(591)	434
Rentrées (Sorties) de fonds liés aux activités d'investissement	(5 703)	4 585	10 288	(6 108)	10 335	16 443
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5 696	23 546	17 850	(14 934)	4 484	19 418
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	28 982	38 484	9 502	49 612	57 546	7 934
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	34 678	62 030	27 352	34 678	62 030	27 352

Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2016, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de diminuer la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 5,8 millions de dollars. Cette baisse des liquidités traduit une augmentation des débiteurs et produits reportés au titre des contributions de bailleurs de fonds ainsi qu'une diminution des créditeurs et charges à payer, ce qui est habituel à ce moment de l'exercice.

Les flux de trésorerie des **activités d'investissement** pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2016 ont augmenté de 10,3 millions de dollars en raison des placements arrivés à échéance, comme on peut le constater dans l'état intermédiaire résumé des flux de trésorerie, à la page 15. Il y a lieu de noter que la majorité des liquidités et des placements dont le Centre disposait en date du 30 septembre 2016 sont liés aux produits reportés découlant des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds.

Évolution de la situation du Centre

Aucun changement important ne s'est produit au cours du deuxième trimestre.

Gestion du risque

Il n'y a eu aucun changement important en ce qui concerne les risques répertoriés dans l'analyse de la direction du *Rapport annuel 2015-2016* affiché sur le site Web du Centre.

Perspectives

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le Centre n'ont pas changé depuis le dernier rapport.

États financiers intermédiaires résumés, non audités

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels résumés soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel résumé visant la période qui a pris fin le 30 septembre 2016 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels résumés.

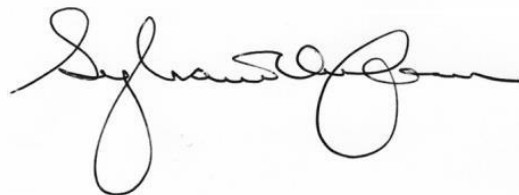
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels résumés.

Le président du Centre,

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, PhD

Le vice-président, Ressources,
et chef de la direction financière,

Handwritten signature of Sylvain Dufour in black ink.

Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA, M.Sc.

Ottawa, Canada
Le 16 novembre 2016

État intermédiaire résumé de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

au

	<u>30 septembre 2016</u>	<u>31 mars 2016</u>
	(non audité)	(audité)
Actifs		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62 030	57 546
Placements	3 958	14 989
Créances et frais payés d'avance	6 082	6 946
	<u>72 070</u>	<u>79 481</u>
À long terme		
Immobilisations corporelles	5 927	6 479
Immobilisations incorporelles	3 781	3 331
	<u>81 778</u>	<u>89 291</u>
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	11 431	31 841
Produits reportés (note 5)	41 817	31 136
	<u>53 248</u>	<u>62 977</u>
À long terme		
Produits reportés (note 5)	7 118	5 027
Avantages du personnel	3 604	3 448
	<u>63 970</u>	<u>71 452</u>
Capitaux propres		
Non affectés	2 602	1 843
Affectés à l'interne	1 135	1 129
Nets investis en immobilisations	9 708	9 810
Réservés	4 363	5 057
	<u>17 808</u>	<u>17 839</u>
	<u>81 778</u>	<u>89 291</u>
Engagements (note 8)		
Éventualités (note 9)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

(non audité)

	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Produits				
Contributions de bailleurs de fonds (note 6)	15 947	8 051	32 242	30 337
Produits financiers et autres produits	657	1 070	430	1 155
	<u>16 604</u>	<u>9 121</u>	<u>32 672</u>	<u>31 492</u>
Charges				
Programmation en recherche pour le développement (note 10)				
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	19 363	16 734	33 662	47 366
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	13 206	6 251	26 724	25 449
Renforcement des capacités de recherche et éléments complémentaires de la recherche	11 132	10 247	21 645	20 574
	<u>43 701</u>	<u>33 232</u>	<u>82 031</u>	<u>93 389</u>
Services généraux et administratifs (note 10)				
Services généraux	4 440	4 276	8 646	8 543
Administration des bureaux régionaux	268	805	526	1 592
	<u>4 708</u>	<u>5 081</u>	<u>9 172</u>	<u>10 135</u>
Total des charges	<u>48 409</u>	<u>38 313</u>	<u>91 203</u>	<u>103 524</u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(31 805)	(29 192)	(58 531)	(72 032)
Crédit parlementaire (note 7)	34 500	30 000	58 500	68 500
Résultats d'exploitation nets	<u>2 695</u>	<u>808</u>	<u>(31)</u>	<u>(3 532)</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Capitaux propres non affectés				
Au début de la période	(231)	(36)	1 843	4 114
Résultats d'exploitation nets	2 695	808	(31)	(3 532)
Virements provenant d'autres catégories de capitaux propres	138	116	790	306
Solde à la fin de la période	2 602	888	2 602	888
Capitaux propres affectés à l'interne				
Au début de la période	1 132	1 123	1 129	1 123
Augmentation nette	3	2	6	2
Solde à la fin de la période	1 135	1 125	1 135	1 125
Capitaux propres nets investis en immobilisations				
Au début de la période	9 613	9 439	9 810	9 518
Augmentation nette	95	139	(102)	60
Solde à la fin de la période	9 708	9 578	9 708	9 578
Capitaux propres réservés				
Au début de la période	4 598	5 659	5 057	5 770
Diminution nette	(235)	(257)	(694)	(368)
Solde à la fin de la période	4 363	5 402	4 363	5 402
Capitaux propres à la fin de la période	17 808	16 993	17 808	16 993

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

(non audité)

	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Activités d'exploitation				
Résultats d'exploitation nets	2 695	808	(31)	(3 532)
Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	242	481	692	964
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	106	10	106	11
Avantages du personnel	126	(61)	156	(159)
	474	430	954	816
Variation des éléments d'exploitation hors trésorerie				
Créances et frais payés d'avance	44 333	(10 889)	863	(7 424)
Créditeurs et charges à payer	(12 240)	(834)	(20 409)	(12 291)
Produits reportés	(16 301)	21 884	12 772	13 605
	15 792	10 161	(6 774)	(6 110)
Rentrées (Sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation	18 961	11 399	(5 851)	(8 826)
Activités d'investissement				
Achat de placements	(4 010)	(5 082)	(4 010)	(15 041)
Placements arrivés à échéance	8 932	—	14 936	9 958
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	(337)	(621)	(591)	(1 025)
Rentrées (Sorties) de fonds liées aux activités d'investissement	4 585	(5 703)	10 335	(6 108)
Augmentation (Diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	23 546	5 696	4 484	(14 934)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	38 484	28 982	57 546	49 612
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	62 030	34 678	62 030	34 678
Composés de				
Trésorerie	62 030	34 678	62 030	34 678
Équivalents de trésorerie	—	—	—	—
	62 030	34 678	62 030	34 678

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audité)

Du trimestre qui a pris fin le 30 septembre 2016

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, en se fondant sur les normes en matière de comptabilisation et d'évaluation prévues par les normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI), et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada. Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs externes du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à moins d'indication contraire, et ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels complets. Les conventions comptables suivies pour la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés correspondent à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2016. Les présents états financiers intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités du Centre au 31 mars 2016.

Le Centre subventionne des activités de renforcement des capacités visant à rendre les pays en développement autonomes pour ce qui est de l'exécution de la recherche. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Le crédit parlementaire est comptabilisé quand il est reçu ou à recevoir, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand elles sont passées en charges aux fins prévues. Les activités du Centre ont un caractère saisonnier. La plupart des charges afférentes à la programmation en recherche pour le développement sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

4. Normes comptables nouvelles et révisées

(a) Nouvelles normes, modifications et interprétations

Les modifications et les améliorations suivantes apportées aux normes IFRS ont été publiées par le CNCI et leur adoption est obligatoire au premier trimestre de 2016-2017 :

Modification de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers – Initiative concernant les informations à fournir :

Le CNCI a publié des modifications à la norme IAS 1 qui fournissent des directives supplémentaires afin d'aider les entités à exercer leur jugement lors de l'application des exigences de présentation et d'informations à fournir des normes IFRS. Les modifications précisent que le principe d'importance relative s'applique à l'ensemble des états financiers et que l'inclusion de renseignements peu importants peut invalider le caractère utile des informations fournies. Les modifications précisent également que les entités doivent exercer leur jugement professionnel pour déterminer dans quelle section des états

financiers il convient de présenter l'information et dans quel ordre le faire. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence importante sur les rapports financiers du Centre.

Améliorations annuelles aux normes IFRS – Cycle 2012-2014 : En septembre 2014, le CNCI a publié des améliorations annuelles couvrant les normes et les sujets suivants : *la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* précise la façon de comptabiliser les modifications des modalités de cession; *la norme IFRS 7 – Instruments financiers : Informations à fournir* précise l'application des exigences relatives aux informations à fournir dans le cadre des mandats de gestion et traite de l'applicabilité des modifications de la norme IFRS 7 concernant les informations à fournir sur la compensation dans les états financiers intermédiaires résumés; *la norme IAS 19 – Avantages du personnel* précise les exigences relatives à la détermination du taux d'actualisation dans un marché régional dont la devise est la même; *la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire* précise la signification de la communication d'informations ailleurs dans le rapport financier intermédiaire. L'adoption de ces améliorations annuelles n'a eu aucune incidence sur les états financiers intermédiaires résumés.

(b) Normes, modifications et interprétations non encore en vigueur

Les normes et les modifications qui suivent ont été publiées par le CNCI, mais n'ont pas été appliquées par anticipation; elles pourraient avoir un impact sur le Centre à l'avenir. Le Centre évalue actuellement les incidences de ces normes et de ces modifications sur ses états financiers; par conséquent, ces incidences ne sont pas connues à l'heure actuelle.

Norme IFRS 9 – Instruments financiers : La version définitive de cette nouvelle norme a été publiée par le CNCI en juillet 2014. Cette norme reprend en grande partie les dispositions en matière de classement et d'évaluation de même que le nouveau modèle de comptabilité de couverture des versions antérieures, et elle introduit un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues. Cette version s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et elle sera appliquée de façon rétrospective. Une application anticipée est permise.

Norme IFRS 15 – Produit des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients : Cette nouvelle norme, publiée par le CNCI en mai 2014, établit un cadre complet de comptabilisation, d'évaluation et d'information à fournir pour les produits des activités ordinaires. Ce nouveau cadre remplacera les lignes directrices existantes sur la comptabilisation des produits dans les normes IFRS. La norme IFRS 15 a été modifiée pendant l'exercice afin de reporter d'une année la date d'entrée en vigueur. La norme IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 au moyen d'une approche rétrospective ou d'une approche rétrospective modifiée en vertu de laquelle l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme sera utilisé à titre de rajustement pour les capitaux propres à la date de l'application initiale. Une application anticipée est permise.

Norme IFRS 16 – Contrats de location : Cette nouvelle norme publiée par le CNCI en janvier 2016 remplacera la norme IAS 17 – Contrats de location. Pour les locataires, la norme IFRS 16 signifie la fin de la classification des contrats à titre de contrats de location-financement ou de location simple prévue en vertu de la norme IAS 17, laquelle exige la reconnaissance des actifs et des passifs pour tous les contrats de location, sauf si la durée du contrat est inférieure à 12 mois ou que l'actif sous-jacent est de faible valeur. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La norme IFRS 16 devra être appliquée de façon rétrospective au moyen d'une approche rétrospective complète ou d'une approche rétrospective modifiée. Une application anticipée est permise, mais seulement si la norme IFRS 15 a également été adoptée.

5. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds.

	<u>30 septembre 2016</u>	<u>31 mars 2016</u>
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement		
Produits courants	41 817	31 136
Produits non courants	7 118	5 027
	<u>48 935</u>	<u>36 163</u>

6. Contributions de bailleurs de fonds

Les contributions obtenues de bailleurs de fonds aux fins de programmes de recherche pour le développement sont destinées à des projets de recherche menés ou administrés par le Centre pour le compte d'autres organismes. Les produits et les charges comptabilisés à ce titre se répartissent de la manière suivante entre les différents bailleurs de fonds.

	Trimestre qui a pris fin		Période de six mois	
	le 30 septembre		qui a pris fin	
	2016	2015	2016	2015
Department for International Development du Royaume-Uni	7 781	3 917	15 136	16 438
Affaires mondiales Canada (anciennement Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada)	5 353	2 211	7 921	4 891
Fondation William et Flora Hewlett	1 017	722	5 465	4 365
Australian Centre for International Agriculture Research	607	263	1 274	1 637
Fondation Bill et Melinda Gates	269	92	974	596
Agence norvégienne de coopération au développement	261	112	653	650
Banque mondiale	614	560	639	1 323
Autres organismes bailleurs de fonds	45	174	180	437
	15 947	8 051	32 242	30 337

7. Crédit parlementaire

	Trimestre qui a pris fin		Période de six mois	
	le 30 septembre		qui a pris fin	
	2016	2015	2016	2015
Crédit parlementaire annuel	149 206	183 478	149 206	183 478
Crédit parlementaire comptabilisé dans l'état du résultat global	(34 500)	(30 000)	(58 500)	(68 500)
Crédit parlementaire disponible pour prélèvement futur			90 706	114 978

8. Engagements

a. Engagements au titre des projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 239,5 millions de dollars (253,8 millions au 31 mars 2016) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 144,5 millions de dollars (139,5 millions au 31 mars 2016) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 95 millions de dollars (114,3 millions au 31 mars 2016) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	30 septembre 2016	31 mars 2016
D'ici un an	122 135	125 316
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	117 345	128 489
Total des versements à effectuer	239 480	253 805

b. Autres

Le Centre est tenu de respecter divers accords visant la location de locaux pour des bureaux et divers engagements contractuels relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les accords expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2023. Au 30 septembre 2016, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements sont les suivants :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
D'ici un an	9 628	8 095
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	27 431	30 304
Dans plus de cinq ans	7 447	11 973
Total des versements à effectuer	44 506	50 372

9. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

10. Tableau des charges

	Trimestre qui a pris fin		Période de six mois	
	le 30 septembre		qui a pris fin	
	2016	2015	le 30 septembre	2015
Programmation en recherche pour le développement				
Contributions aux projets de recherche	31 558	22 047	59 019	70 954
Salaires et avantages liés aux activités de base	6 300	6 083	12 344	12 251
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés ^a	1 717	1 518	3 262	2 774
Locaux	1 049	1 027	1 990	2 077
Services professionnels	1 086	902	1 523	1 467
Déplacements	362	442	1 289	1 192
Charges liées aux projets cofinancés ^a	774	402	1 261	772
Amortissement	302	317	605	636
Réunions et conférences	57	125	103	498
Autres	496	369	635	768
	43 701	33 232	82 031	93 389
Services généraux et administratifs				
Salaires et avantages sociaux	2 847	3 312	5 822	6 398
Locaux	521	620	1 070	1 227
Fournitures de bureau et charges connexes	213	310	631	566
Services professionnels	369	211	473	335
Mobilier de bureau, matériel et entretien	253	138	315	388
Amortissement	147	164	294	328
Déplacements	153	81	226	155
Autres	205	245	341	738
	4 708	5 081	9 172	10 135
Total des charges	48 409	38 313	91 203	103 524

^a Il s'agit des coûts directement reliés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre de projets et de programmes cofinancés. Les charges totales à ce titre s'élèvent à 2 491 \$ pour le trimestre (1 920 \$ au 30 septembre 2015) et à 4 523 \$ pour la période de six mois (3 546 \$ au 30 septembre 2015).

11. Reclassification

Dans l'état du résultat global, les éléments complémentaires de la recherche qui étaient déclarés séparément au cours des exercices précédents ont été reclassifiés. Les charges associées au renforcement des capacités de recherche et aux éléments complémentaires de la recherche ont été regroupées.

Nous joindre

Coordonnée

Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE
C.P. 8500
Ottawa (Ontario) Canada
K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE
150, rue Kent
Ottawa (Ontario) Canada
K1P 0B2

Téléphone : 1-613-236-6163
Télécopieur : 1-613-238-7230
Courriel : info@crdi.ca

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web à l'adresse www.crdi.ca

Ce document peut être consulté en ligne à l'adresse www.crdi.ca

crdi.ca